



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction du Budget

Paris, le **30 NOV. 2021**

TÉLÉDOC 275
139, RUE DE BERCY
75572 PARIS CEDEX 12

LE MINISTRE DÉLÉGUÉ CHARGÉ DES COMPTES PUBLICS
À

NOR CCPB2133867C
N° interne DF-6BRS-21-5754

MESDAMES ET MESSIEURS LES MINISTRES
ET SECRÉTAIRES D'ÉTAT

Objet : Communication des taux de contributions employeurs au CAS Pensions pour 2022

Les taux de contributions employeurs au compte d'affectation spéciale « Pensions » (CAS Pensions) seront à nouveau stables en 2022, conservant les niveaux fixés par le décret n° 2012-1507 du 27 décembre 2012 (cf. tableau ci-dessous). Conformément au décret n° 2019-1180 du 15 novembre 2019 fixant le taux de contribution pour pension due ou remboursée au titre des fonctionnaires de l'Etat détachés ou mis à disposition auprès des employeurs territoriaux et hospitaliers, les fonctionnaires détachés ou mis à disposition auprès d'un employeur territorial ou hospitalier, sont soumis depuis le 1^{er} janvier 2020 au taux de contribution employeur en vigueur à la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales.

Cette stabilité des taux, simplificatrice pour la gestion des dépenses de masse salariale relatives aux titulaires de la fonction publique de l'Etat, est compatible avec la contrainte d'équilibre financier du CAS Pensions prévue par la loi organique relative aux lois de finances (LOLF), compte tenu des prévisions de dépenses de pensions et des prévisions des rémunérations indiciaires des fonctionnaires de l'Etat qui servent d'assiettes aux cotisations dues au CAS Pensions.

Contributions employeurs aux charges de pension :		Taux 2022	Taux 2021 (pour rappel)	Payé par :	
contribution à la charge de l'État	personnels civils	74,28 %	74,28 %	ministères employeurs et employeurs des budgets annexes.	
	personnels militaires	126,07 %	126,07 %		
contributions à la charge des organismes, offices ou établissements de l'État , au titre des fonctionnaires civils de l'État et des militaires qu'ils emploient en propre		personnels civils et militaires	74,28 %	74,28 %	établissements publics de l'État
contributions à la charge des collectivités au titre des fonctionnaires civils de l'État mis à disposition ou détachés		personnels civils	30,65 %	30,65 %	collectivités territoriales et employeurs hospitaliers
contribution employeur versée au titre du financement des allocations temporaires d'invalidité (ATI) prévues à l'article 65 de la loi du 11 janvier 1984		personnels civils	0,32 %	0,32 %	ministères employeurs, BA et une partie des employeurs hors État.

Pour le Ministre et par délégation
La directrice du budget


Mélanie JODER

